

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des procédures environnementales et foncières

installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ DIDD – 2016 - n° 128 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société PERFORMANCE ENVIRONNEMENT à DAMPIERRE SUR LOIRE - SAUMUR
installation de tri-transit de déchets non dangereux

La Préfète de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 4 juin 1996 à la société LOG EUROP DISTRIBUTION pour l'exploitation d'un centre de tri-transit de déchets industriels banals et résidus urbains de collectes sélectives sur le territoire de la commune de Dampierre sur Loire à l'adresse suivante route de Champigny concernant notamment les rubriques 167 et 322 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant au profit de la SA PERFORMANCE ENVIRONNEMENT en date du 18 mars 1997 ;

Vu l'arrêté complémentaire DIDD-2011 n° 472 du 18 novembre 2011 relatif à une augmentation des capacités de transit et proposant un reclassement des activités notamment à la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.C.4- déchets interdits - de l'arrêté autorisation du 4 juin 1996 susvisé qui dispose : « *Sont interdits dans les installations les déchets suivants :*

- *les déchets de démolition, les ordures ménagères brutes et déchets animaux et végétaux fermentescibles, les déchets spéciaux et les déchets encombrants des ménages, les déchets industriels spéciaux tels qu'il sont définis par la réglementation en vigueur, les déchets d'activités de soins, les boues pelletables ou non provenant du traitement des eaux potables ou résiduaires, les déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : liquide, explosif, inflammable, radioactif, pulvérulent non conditionné, contaminé » ;*

Vu l'article 4.B.1 de l'arrêté du 4 juin 1996 qui précise « *les eaux de lavage des bennes sont traitées dans un système d'assainissement autonome...* »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 avril 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 17 mai 2016 ;

Considérant que lors de la visite inopinée en date du 9 mars 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- des déchets végétaux fermentescibles (déchets de fruits rouges) entreposés dans des bacs sur l'aire de lavage des véhicules du site ;
- des déchets d'emballages souillés (fûts de peinture, verni,...) issus d'activités économiques considérés comme déchets dangereux entreposés dans le bâtiment. Ces déchets étaient entreposés sur palettes filmées en attente d'évacuation. Quelques fûts étaient en attente de filmage sur palette. La quantité entreposée avoisinait 1 t. Ces contenants n'étaient pas entreposés sur rétention adaptée.
- le lavage des bacs ayant contenu des déchets fermentescibles est réalisé sur l'aire de lavage des véhicules ;

Considérant que les déchets dangereux et fermentescibles ne sont pas admis sur le site ;

Considérant que l'activité de lavage de bacs et de bennes n'est pas autorisée en l'absence d'outils d'épuration des eaux de lavage qui résultent de cette activité ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.C.4 et 4.B.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant le non respect de l'arrêté complémentaire du 18 novembre 2011 dont le classement administratif des installations ne vise pas de rubrique de transit de déchets dangereux ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PERFORMANCE ENVIRONNEMENT de respecter les prescriptions de ses arrêtés d'autorisation, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire ;

ARRETE

Article 1 - La société PERFORMANCE ENVIRONNEMENT exploitant un centre de tri-transit de déchets non dangereux situé route de Champigny sur la commune de Dampierre sur Loire - SAUMUR est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 3.C.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 1996 interdisant les stockages de déchets fermentescibles et de déchets dangereux sur son site dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 4.B de l'arrêté préfectoral du 4 juin 1996 autorisant le traitement des eaux de lavage des bennes dans un système d'assainissement autonome.

A défaut de la mise en place d'un système d'assainissement autonome, le lavage des bennes et bacs sur l'aire étanche réservée au lavage de l'extérieur des véhicules du site est supprimé dans un délai d'un mois.

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, à compter de la notification du présent arrêté les justificatifs attestant des mesures prises pour le respect des dispositions mentionnées à l'article 1 :

- dans un délai de deux mois, les justificatifs du respect de l'article 3.C.4 de l'arrêté du 4 juin 1996 par l'envoi notamment des BSD relatifs à l'évacuation des déchets dangereux vers des filières dûment autorisées ;

- dans un délai d'un mois, les justificatifs du respect de l'article 4.B du 4 juin 1996.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

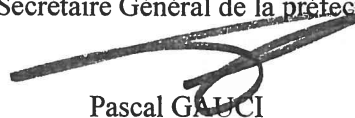
Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de *Nantes*, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de SAUMUR, le maire de SAUMUR, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société PERFORMANCE ENVIRONNEMENT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le **25 MAI 2016**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général de la préfecture



Pascal GAUCI